

A la une



Reinsurance pricing base case for 2025, a reversion to ~2023 levels: J.P. Morgan

04/12/2024

Analysts at J.P. Morgan believe that the reinsurance market may simply wind back the clock one year at renewal seasons in 2025, with the firm's base case for reinsurance pricing being for a reversion to roughly 2023 levels

The expectation is for a relatively stable reinsurance market environment, with no significant shifts expected, which has been helped by the hurricane losses from recent months, as absent these we may have been looking at a more meaningful level of softening, it seems.

The J.P. Morgan analyst team explained, "In reinsurance, the market is expected to stabilise with pricing likely to see minor declines (in the low single digits we believe) in 2025 which would still leave pricing at healthy levels. "Our base case is for pricing to return to around 2023 levels, which was a year where the reinsurers produced strong margins.

"More importantly, we expect terms and conditions to remain firm, with the higher attachment points achieved in 2023/24 expected to hold, which should support profitability." Helpfully, we can look at what such a reversion of one year might mean in the property catastrophe reinsurance space by looking at Guy Carpenter's rate indices, which are a useful measure of brokered excess-of-loss rate movements



37e édition du marathon COMAR de Tunis-Carthage : Un événement sportif et écologique incontournable

P.03

Aglic sacrée « Compagnie d'assurance vie de l'année » dans la région MENA

P.04

MENA:Regional insurance and banking centres sign MoU to boost financial sectors in Morocco and Qatar

P.05

Rising cyber threats target UAE's financial sector and critical infrastructure in 2025

P.09

WTW confirms return to treaty reinsurance broking market via Bain Capital joint venture

P.11

Poll suggests regulatory mandates a key driver of ESG adoption in re/insurance industry

P.11

over time.

Across all regions, the Guy Carpenter Global Property Rate on Line Index rose by 5.4% in 2024, so winding back one year would suggest that much could be lost over the course of the reinsurance renewals in 2025.

P.010

SOMMAIRE

37e édition du marathon COMAR de Tunis-Carthage : Un événement sportif et écologique incontournable	03	Claiming the future: AI's role in South Africa's short-term insurance industry	07
Journée thématique de capitalisation « Coopreneurs et finance agricole inclusive »	03	Nigeria's insurance market's premium hits N813.1b	08
Pour une transition énergétique juste en Tunisie	04	MENA:Regional insurance and banking centres sign MoU to boost financial sectors in Morocco and Qatar	08
Algérie: Assurance des exportations la Cagex signe des protocoles de coopération avec d'autres institutions	05	Rising cyber threats target UAE's financial sector and critical infrastructure in 2025	09
Aglic sacrée « Compagnie d'assurance vie de l'année » dans la région MENA	05	Saudi Arabia:Insurers' plans for capital increases meet different outcomes	09
Partenariat entre AXA Algérie et l'ENSIA	05	Reinsurance pricing base case for 2025, a reversion to ~2023 levels: J.P. Morgan	10
Maroc :Takaful : un volume de primes de 59,3 MDH en 2023	06	WTW confirms return to treaty reinsurance broking market via Bain Capital joint venture	11
Saham officialise l'acquisition de Société générale	06	Poll suggests regulatory mandates a key driver of ESG adoption in re/insurance industry	11
Ghana revamps insurance penetration rate calculation – Set to add pensions, health insurance	07	Direct Line repousse les avances d'Aviva et bondit en Bourse	12

37e édition du marathon COMAR de Tunis-Carthage : Un événement sportif et écologique incontournable

30/11/2024

La 37e édition du Marathon COMAR de Tunis-Carthage se déroulera le dimanche 1er décembre 2024. Cet événement, devenu incontournable, attire des milliers de coureurs, qu'ils soient amateurs ou professionnels, tant au niveau national qu'international. Cette année, le marathon compte 7553 participants, dont 1074 étrangers représentant 45 nationalités.

Lors d'une conférence de presse tenue le samedi 30 novembre 2024 à Tunis, le président du Comité d'organisation Lotfi Belhaj Kacem a mis en avant les grands slogans de l'événement : promouvoir le sport pour tous et protéger l'environnement. Les participants auront le choix entre plusieurs courses : le marathon (42,195 km), le semi-marathon (21,1 km) et une course accessible à tous (5 km). Chaque inscription contribuera également à des actions de reforestation en Tunisie, soulignant ainsi l'engagement écologique du marathon.

Marouane Ben Saïd, membre du comité d'organisation, a rappelé que cet événement est la plus ancienne course de Tunis, créée en 1986. Il a également souligné que le marathon bénéficie du label international de World Athletics, plaçant ainsi la Tunisie sur la carte des événements sportifs mondiaux. Il a exprimé sa fierté d'accueillir environ 5000 participants cette année et prévoit près de 8000 coureurs au départ, avec une course pour enfants de 1,2 km sur l'avenue Mohamed V. Le départ est prévu à 7 heures du matin pour tous.

Pour l'échauffement et le départ, il sera présent à 8 heures précises. Au-delà de l'aspect sportif, l'équipe travaille chaque année à améliorer l'événement et espère attirer un plus grand nombre de participants. Un des objectifs est également d'avoir un impact social : ils contribuent à la reforestation des forêts touchées par les incendies ces dernières années. Au cours des trois dernières éditions, 93 000 arbres ont été plantés et cette année, ils visent à dépasser les 45 000. Concernant les déchets plastiques, des mesures ont été mises en place pour réduire leur impact. Les organisateurs continuent d'améliorer tous les aspects de l'événement, tant sportifs que logistiques. Ils ont également rappelé le communiqué du ministère de l'Intérieur sur la sécurité lors de cet événement important. La coopération de tous est essentielle pour garantir le bon déroulement de la fête et assurer la sécurité sur

le parcours allant jusqu'à Sidi Bou Saïd et Carthage.

Cette année, la participation étrangère a plus que quadruplé par rapport à l'année précédente et la participation féminine dépasse celle des hommes avec 60 % de femmes contre 40 % d'hommes.

Le jour de l'événement, diverses activités seront proposées, notamment des ateliers pour enfants et des animations sur l'esplanade avec un écran géant diffusant des animations sportives et des campagnes de sensibilisation.



ilBoursa.com
La référence économique

Journée thématique de capitalisation « Coopreneurs et finance agricole inclusive »

03/12/2024

La Coopération allemande au développement (GIZ) en partenariat avec le Ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), organise une journée thématique de capitalisation du concours Coopreneurs sous le titre « Coopreneurs et finance agricole inclusive ».

La journée thématique « Coopreneurs et finance agricole inclusive » est une plateforme d'échange entre les acteurs clés du secteur agricole, les partenaires institutionnels ainsi que les experts en finance agricole.

Elle offre une précieuse occasion d'évaluer les résultats atteints, de partager les expériences et de mener une réflexion collective sur des solutions innovantes, inclusives et durables en faveur de l'autonomisation et le développement des Organisations professionnelles agricoles (OPA) en Tunisie.

Dans sa première partie, cette journée constitue à la fois une occasion pour présenter les principaux résultats, impacts et enseignements du concours Coopreneurs et une invitation à réfléchir aux options stratégiques pour répliquer l'approche du concours Coopreneurs, l'étendre et la pérenniser.

La finance agricole inclusive fera l'objet de discussion de la journée dans sa deuxième partie. En s'appuyant sur l'étude sectorielle de la finance agricole en Tunisie et des résultats financiers du concours Coopreneurs, cette journée ouvrira la voie aux discussions autour des solutions de finance agricole inclusive.

Les experts techniques et financiers présenteront des mécanismes collectifs de microfinance et mettront en avant le rôle essentiel de l'éducation financière pour renforcer l'autonomie financière

des Organisations professionnelles agricoles (OPA) et leur accès durable aux ressources financières, nécessaires à leur croissance.

A travers la journée thématique « Coopreneurs et finance agricole inclusive », la Coopération allemande au développement (GIZ) et le Ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP), réaffirment leur engagement à œuvrer à la croisée de l'autonomisation des OPA et de l'inclusion financière en faveur d'une agriculture tunisienne plus durable, compétitive et résiliente.

Clin d'œil sur le programme Coopreneurs

Coopreneurs est un cycle de formation, d'accompagnement et de coaching destiné aux Sociétés mutuelles des Services agricoles (SMSA) et vise à consolider la professionnalisation des organisations agricoles. Il a œuvré à l'autonomisation des SMSA en facilitant leur accès aux financements et aux marchés.

Coopreneurs est un programme du Projet Economie Agricole Durable – PEAD, qui représente une initiative stratégique inscrite dans le programme bilatéral visant à dynamiser le secteur privé en Tunisie. Il est financé par le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) et mis en œuvre conjointement par la GIZ et la Direction générale des Etudes et du Développement agricole (DG-EDA) mandatée par le Ministère tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche.

Le projet PEAD vise la stabilisation et l'amélioration de l'emploi dans les exploitations agricoles de petite et moyenne envergure et l'attractivité de l'emploi dans la région du Nord-ouest (Kef, Jendouba, Béja et Siliana) et la région du Centre-ouest (Kasserine, Sidi Bouzid et Kairouan).



Pour une transition énergétique juste en Tunisie

04/12/2024

Un atelier de concertation sur la feuille de route pour l'intégration des conditions d'une transition énergétique juste (Tej) en Tunisie se tiendra le jeudi 12 décembre 2024, à Tunis.

Cet atelier, organisé par le ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, en coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale

Zusammenarbeit (GIZ), dans le cadre du projet APST II, vise à présenter les résultats de l'étude menée dans ce cadre et à collecter les recommandations des participants sur les mesures proposées dans la feuille de route. D'autre part, il représente une plateforme d'échange ouverte réunissant les acteurs du secteur public, privé, la société civile, ainsi que les bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers, pour enrichir la réflexion et affiner les actions à entreprendre pour garantir une transition énergétique juste en Tunisie.

Dans le cadre de sa stratégie de transition énergétique, la Tunisie a fixé l'objectif d'atteindre une part des énergies renouvelables dans le mix de production électrique de 35% en 2030 et 50% en 2035. Ceci se traduira par la mise en place d'une capacité fonctionnelle totale de production électrique à partir des énergies renouvelables de 4850 MW en 2030 et 8350 MW à l'horizon 2035, basée essentiellement sur le solaire photovoltaïque et l'énergie éolienne.

Dans ce cadre le Mime, avec l'appui de la GIZ, a initié une mission visant à élaborer une feuille de route de la Tej, en tenant compte des dimensions économique, sociale et environnementale.

L'objectif principal de cet atelier est de présenter une feuille de route pour la mise en œuvre de la Tej en Tunisie, en prenant en compte un processus de consultation inclusif et participatif.

Plus spécifiquement, il vise à rappeler les grands principes de la transition juste et leur application dans le contexte tunisien, afin de mieux comprendre les défis et les opportunités de cette transition. Et à proposer une feuille de route concrète pour l'intégration des principes de la transition juste dans la politique énergétique tunisienne, en tenant compte des enjeux économiques, sociaux et environnementaux spécifiques à notre pays.

Cet atelier représente également une occasion précieuse pour échanger et dialoguer avec les parties prenantes autour de deux panels thématiques : le premier porte sur les aspects socio-économiques de la transition énergétique, abordant les impacts sur les communautés, les emplois et la justice sociale. Et le deuxième sur les aspects environnementaux et les enjeux d'aménagement du territoire,

El Watan-dz .com

Algérie: Assurance des exportations la Cagex signe des protocoles de coopération avec d'autres institutions

03/12/2024

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (Cagex) a signé, hier à Alger, plusieurs accords et protocoles de coopération avec des banques et des compagnies d'assurance spécialisées dans le commerce extérieur de différents pays arabes, africains et musulmans, visant à renforcer le partenariat dans ce domaine.

La signature des accords, qui portent principalement sur l'échange d'informations commerciales relatives aux marchés et aux opérateurs économiques, a eu lieu en marge des travaux de la 14e Assemblée générale annuelle de l'Union des assureurs et réassureurs des risques commerciaux et non commerciaux des pays de l'Organisation de la coopération islamique (Aman).

La cérémonie s'est déroulée sous la supervision du ministre des Finances, Laaziz Faid, en présence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed Boukhari, et du gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb. Le premier protocole de coopération a été signé entre la Cagex et la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (Siace) par Zohir Laiche, PDG de la Cagex, et Khalid Khalafalla pour la Siace. Ce protocole porte sur la réassurance des crédits déjà garantis par la Cagex, notamment pour les grands risques commerciaux, selon les explications de M. Laiche. Le deuxième protocole a été signé entre la Cagex et la Société arabe de garantie des investissements et des crédits à l'exportation (Dhaman), portant sur «l'échange d'informations commerciales liées aux marchés et aux opérateurs économiques».

En outre, la Cagex a signé d'autres protocoles de coopération avec la Banque saoudienne d'import-export (Saudi EXIM bank), la Banque malaisienne d'import-export (EXIM Bank of Malaysia), et l'institution omanaise de crédit (Sultanat d'Oman). Un autre protocole de coopération a été paraphé également entre la Cagex et la Banque nigériane d'import-export (Nexim).

Aglic sacrée « Compagnie d'assurance vie de l'année » dans la région MENA.

01/12/2024

La compagnie d'assurance Algerian Gulf Life Insurance Company (Aglic), a remporté le prix de « Compagnie d'assurance vie de l'année » dans la région MENA pour l'année 2024, décernée par la revue spécialisée Middle East Insurance Review, a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué.

La compagnie algérienne a été choisie parmi plus de 160 candidatures dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), lors des Middle East Insurance Awards 2024, précise cette compagnie connue sous le nom commercial « L'Algérienne Vie ». Il s'agit d'une « reconnaissance exceptionnelle qui souligne l'engagement constant d'Aglic à offrir des services innovants et de haute qualité, consolidant ainsi sa position de leader dans le secteur de l'assurance vie dans la région MENA », est-il indiqué dans le communiqué, rapporté par l'APS.



Partenariat entre AXA Algérie et l'ENSIA

29/11/2024

AXA Assurances Algérie a conclu, le 25 novembre 2024, un partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle (ENSIA).

A travers cet accord, l'assureur vise à faciliter l'insertion des étudiants dans le monde professionnel notamment dans le secteur des assurances, tout en les accompagnant à travers des programmes de formation sur mesure, élaborés conjointement avec l'ENSIA.

Maroc : Takaful : un volume de primes de 59,3 MDH en 2023

29/11/2024

Le volume global des primes de l'activité Takaful s'est établi à 59,3 millions de dirhams (MDH) en 2023, indique l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS).

La quasi-totalité de ce volume provient de l'assurance décès (99,9%), fait savoir l'ACAPS dans un document sur l'activité de la bancassurance en 2023.

Lire aussi : Assurance « Takaful » : 65,9 MDH de primes en 2023

La contribution du réseau des banques participatives dans la production Takaful est de l'ordre de 89,5% contre 10,5% apportées par les courtiers agréés pour présenter les opérations d'assurances Takaful.

Par ailleurs, l'ACAPS relève que l'activité de la bancassurance poursuit sa progression avec une hausse de 5,2% en 2023, avec un volume des primes qui s'élève à 19,2 milliards de dirhams (MMDH).



Saham officialise l'acquisition de Société générale

03/12/2024

Le groupe Saham a annoncé, mardi 3 décembre 2024, la finalisation de la prise de contrôle de la SGMB et de La Marocaine Vie, dans le sillage d'un accord conclu en avril dernier avec Société Générale France. Une offre publique d'achat des actions Eqdom devrait suivre. Cet article est une revue de presse tirée de Challenge.

C'est officiel: le groupe Saham a annoncé, ce mardi, la finalisation de la prise de contrôle de la SGMB et de La Marocaine Vie, indique le magazine Challenge.

«Saham Finances a finalisé l'acquisition auprès de Société Générale S.A de 57,67% du capital social et des droits de vote de Société Générale Marocaine de Banques (SGMB) et de La Marocaine Vie conformément aux accords signés le 11 avril 2024», indique le groupe, cité par l'hebdomadaire.

Par conséquent, Saham Finances, Société Générale Maroc et Investima déposeront une offre publique d'achat des actions Eqdom, poursuit la même source.

Le groupe Société Générale avait annoncé la signature de deux contrats de cession avec Saham, en vue de céder la Société Générale Marocaine de Banques, y compris ses filiales, ainsi que La Marocaine Vie.

«Après le feu vert des autres régulateurs (Conseil de la concurrence, ACAPS, CNDP, AMMC), le wali de Bank Al-Maghrib, Abdellatif Jouahri, a déclaré en septembre qu'une décision définitive devrait intervenir avant la fin de l'année, suite à l'introduction de la demande d'agrément par le groupe de Moulay Hafid Elalamy», écrit-on.

Après des mois de suspense, la Banque centrale a donné son feu vert au groupe Saham pour prendre le contrôle de la filiale marocaine du géant bancaire français.

Délivrée le 1^{er} novembre, l'autorisation a été publiée au Bulletin officiel paru le 22 novembre suivant.

Après avoir cédé successivement son pôle assurances au profit du Sud-africain Sanlam et ses participations au mastodonte de la relation client Majorel au Français Teleperformance, l'homme d'affaires et ancien ministre marocain fait ainsi son grand retour dans le secteur bancaire.

Les accords entre les deux parties prévoient la cession de la participation de Société Générale (57,67%) dans Société Générale Marocaine de Banques, incluant ses filiales, ainsi que la totalité des parts détenues par Sogécap dans La Marocaine Vie.

«Le deal s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique de Société Générale France, présentée en septembre 2023, visant à simplifier et à renforcer le modèle opérationnel du groupe», écrit-on encore.

La transaction est évaluée à 745 millions d'euros, et devrait avoir un impact positif estimé à environ 15 points de base sur le ratio CET1 du Groupe, à la finalisation de l'opération.

Ghana revamps insurance penetration rate calculation – Set to add pensions, health insurance

26/11/2024

The insurance regulator in Ghana is revamping the method for calculating the insurance penetration rate calculation, by adding data for branches such as health insurance and pension insurance to the computations.

Acting commissioner of insurance, Mr Michael Andoh, said in interview with Graphic Business, the NIC had already started work on establishing a new framework. He emphasised that pensions and health insurance are an aspect of insurance, therefore highlighting the need to consolidate all areas and measure the proper penetration rate.

The current methodology only takes into account life and general insurance branches. “But to get the proper consolidated view, we need to get data from the health insurance and the pension sectors, and that is something that we are working on and we hope to get a better view of where the penetration stands,” he stated.

Finance Ministry’s backing

Mr Sampson Akligoh, the director of the Financial Sector Division of the Ministry of Finance, said that the ministry was committed to supporting this course, noting that the new Insurance Act supports the policy shift. He said, “So now, the policy discussion with the insurance regulator is how we can move to capture the other aspects of insurance.”

“And if you go to other jurisdictions, they include those figures in their insurance penetration data,” he stated.

Work already started

Also speaking in an interview with the Graphic Business, the Acting Commissioner of Insurance, Michael Andoh, said the NIC had already started work on establishing a framework that will allow for pensions and health insurance to be added to the country’s penetration rate. Buy vitamins and supplements We need to gather data from the pensions sector and the health insurance sector and we are currently doing that,” he said.

Mr Andoh emphasised that pensions and health insurance were an aspect of insurance, therefore calling on the need to consolidate all these areas and measure the proper

Claiming the future: AI’s role in South Africa’s short-term insurance industry

28/11/2024

As the global insurance landscape continues to evolve through digital transformation, artificial intelligence (AI) is playing a pivotal role in reshaping the short-term insurance industry, by driving significant advancements in customer engagement, operational efficiency, and claims processing. This trend is also prominent in South Africa, with AI innovations, particularly AI chatbots and generative AI, gaining traction among local insurers, enabling them to better serve consumers while tackling issues like financial exclusion and fraud.

Insight Survey’s latest South African Short-Term Insurance Industry Landscape Report 2024 carefully uncovers the global and South African Short-Term Insurance landscape, based on the latest intelligence and research. It describes the latest global and local market trends, innovation and technology, drivers and challenges, as well as a detailed competitor analysis, to present an objective insight into the South African Short-Term Insurance market environment and its future.

In terms of the Global InsurTech market specifically, significant growth is again expected, with the market expected to reach \$26.0bn in 2024* and forecast to grow at a massive compound annual growth rate (CAGR) of 38.8% to reach \$496.6bn in 2033*, as illustrated in the graph below. Growth of the global InsurTech market is being driven by several factors, including the growing consumer demand for digital-first, personalised insurance solutions that are able to offer greater convenience and flexibility, as well as the rise in numbers of tech-savvy millennials and generation Z consumers, among others.

According to FinTech Global Research, the African InsurTech market also continues to thrive, with companies raising a combined total of US\$30.4 million in 2023. Interestingly, three out of the top four InsurTech companies in Africa in 2023, in terms of InsurTech deals, were South African companies. This included Pineapple, Inclusivity Solutions, and Root, which achieved a combined deal total of \$24.9m in 2023.



Nigeria's insurance market's premium hits N813.1b

03/12/2024

The insurance market recorded about N813.1billion in Gross Premium Written in Quarter 2, 2024, indicating a 47.4 per cent growth rate compared to the same period of the previous year and a 72.7 per cent, quarter on quarter, it was gathered yesterday.

According to the National Insurance Commission (NAICOM), the steady growth from Q1 of the year correlates with the current performance of the period under review, as contained in the commission's Bulletin entitled: "Synopsis of the Insurance Market, Second Quarter, 2024".

The performance analysis of the Nigerian Insurance Industry is an insight into the market behavior in the second quarter of 2024. The performance analysis of Gross Premium Written during the quarter under review shows that the market achieved a gross premium written of N813.1billion, a notable performance amid macroeconomic challenges in the country.

The report further showed an update on claims component, stating that consistent regulatory focus on public awareness and the enforcement of timely claims settlements has had a significant impact on the insurance industry, signifying persistent increase in gross claims reported, stood at N297.9 billion in Q2 2024

This represents 36.6 per cent of all premiums generated during the period and, a 15 percent increase on annual basis.

The net claims paid on the other hand stood at N259.4 billion, signifying an 87.1 per cent of all gross claims reported in the industry during the period.

On one hand, the life insurance business of the industry recorded a near perfect point of 92.5 per cent claims settlement against reported claims while net claims paid of the non-life segment stood at about 83 per cent of gross claims reported.

The percentage claims settlement was a direct replication of Q1 2024 array, in all classes, the ratio of net claims paid stood above average position against the figures.

MENA:Regional insurance and banking centres sign MoU to boost financial sectors in Morocco and Qatar

03/12/2024

Qatar Financial Centre Authority (QFCA), the legal and tax arm of the Qatar Financial Centre (QFC), has signed a Memorandum of Understanding (MoU) with Casablanca Finance City Authority (CFCA), the managing entity of Casablanca Finance City (CFC) in Morocco.

The strategic partnership establishes a collaborative framework between the two entities, both members of the World Alliance of International Financial Centres (WAIFC), to bolster their roles as regional financial hubs and promote the economic development and business-friendly environments in both Qatar and Morocco.

The MoU outlines several core objectives, including fostering development and sharing best practices to drive innovation and diversification; attracting more financial institutions, multinational corporations, and professional services providers to both financial centres; and exchanging information on innovation trends, products, services, and relevant legislation in each jurisdiction.

Additionally, cross-border business engagement will be enhanced through regular delegations, further strengthening ties between the two financial communities. The MoU also articulates joint initiatives in financial literacy and professional trainings designed to cultivate a talent pool ready for the evolving financial sector.

Mr Yousuf Mohamed Al-Jaida, CEO of QFC, underscored the significance of the partnership, "This partnership with Casablanca Finance City Authority strengthens our efforts to drive the growth and development of the financial sector while building an interconnected, innovative, and future-ready framework across the region. Joining forces with CFCA enhances our ability to attract global investment and creates opportunities for shared growth and knowledge exchange, fostering a stronger financial landscape in both Qatar and Morocco."

Mr Said Ibrahim, CEO of CFC, echoed Mr Al-Jaida's sentiments, "This MoU is a milestone for both Casablanca Finance City and Qatar Financial Centre,

forging a vital link between Africa and the Middle East. Together, we're not just collaborating; we're creating a bridge that empowers businesses and drives transformative growth across our regions."

SECURITY REVIEW

Abu Dhabi Re expands product suite with commercial general liability

27/11/2024

In comparison to its regional peers, the UAE leads the Middle East in reported cyber incidents. For example, Saudi Arabia recorded 11 ransomware attacks in 2024 to date, Lebanon saw an increase from 2 to 7, Oman from 3 to 4, and Jordan experienced a decline from 3 to 1. This positions the UAE as the most affected in the region, facing a higher volume and more complex cyber threats than its neighbours.

With the cost of data breaches in the Middle East averaging \$8.7m, financial organisations in the UAE are under growing pressure to fortify their cyber security measures to protect sensitive data and avoid significant financial and reputational damage.

UAE's critical infrastructure sectors, including energy, oil, and gas, are also facing heightened risks. Experts predict that cyber attacks on industrial control systems and operational technology could severely disrupt production and lead to major financial losses.

"The growing use of smart city technologies and the expansion of IoT in the UAE are increasing the digital attack surface," said Mr Ziad Nasr, general manager of Acronis Middle East. "As more devices and systems become interconnected, cyber criminals have greater opportunities to exploit vulnerabilities, potentially essential services."

Phishing attacks are expected to evolve in 2025, with the integration of AI and deepfake technology enabling attackers to convincingly impersonate executives. This will create significant risks through Business Email Compromise (BEC) schemes and other social engineering tactics.

Acronis is a Swiss cyber security and data protection technology company with its corporate headquarters in Schaffhausen, Switzerland, and global headquarters in Singapore. It has 15 offices worldwide and employees in 50+ countries.

Saudi Arabia: Insurers' plans for capital increases meet different outcome

04/12/2024

The Capital Market Authority (CMA) has approved a plan by Saudi Reinsurance Company (Saudi Re) to increase its capital through a new share issuance. The approval was granted on 25 November 2024, according to a stock exchange statement issued by Saudi Re.

The proposed capital hike was announced in August 2024 by Saudi Re, based on the company's board of directors' recommendation in July to increase the company's capital by offering 26,730,000 new ordinary shares, representing 30% of the company's current capital.

The Public Investment Fund (PIF), the sovereign wealth fund of Saudi Arabia, will subscribe fully to the new shares, resulting in its ownership of 23.08% of the company's share capital after the capital increase.

The CMA's approval is conditional on Saudi Re's extraordinary general assembly's approval and the completion of all relevant regulatory requirements and procedures.

Walaa Cooperative Insurance

Separately, shareholders of Walaa Cooperative Insurance Company voted during an extraordinary general meeting on 26 November for the insurer's proposal to raise its capital through a rights issue.

In the rights issue, the number of shares will jump from 85,058,325 shares to 127,558,325 shares, an increase of 42,500,000 shares at a rate of 0.4997 shares per one owned share. The nominal value of each share is SAR10 while the rights offer price is SAR11 per share, meaning a total rights issue value of SAR467,500,000.

The CMA granted its approval on 5 August for the rights issue.

The period for subscribing to the rights issue is from 2 December to 12 December. The rights trading period ends on 9 December for shareholders who do not wish to subscribe to the issue.

At the end of the rights issue subscription period, shares that remain unsubscribed will be offered to institutional investors. The underwriter, Al-Jazira Capital, shall underwrite the rights issue in the event that the entire subscription is not fully covered.

Saudi Enaya Cooperative Insurance

Meanwhile, shareholders of Saudi Enaya Cooperative Insurance have rejected the board's

recommendation to increase the insurer's capital through a SAR150m rights offering. The voting took place at an extraordinary general meeting (EGM) held on 28 November.

The insurer's current issued capital comprises 23m shares with a nominal value of SAR230m.

Saudi Enaya's board recommended on 10 December 2023 to raise the company's capital to SAR380m.

Saudi Enaya had said that the purpose of the rights issue was for it to comply with the minimum required capital of insurance companies, and support business development plans and the solvency margin. The company reported accumulated losses of SAR41.8m as of 31 December 2023, down from SAR62m 12 months previously.

Internationale



Reinsurance pricing base case for 2025, a reversion to ~2023 levels: J.P. Morgan

27/11/2024

Analysts at J.P. Morgan believe that the reinsurance market may simply wind back the clock one year at renewal seasons in 2025, with the firm's base case for reinsurance pricing being for a reversion to roughly 2023 levels

The expectation is for a relatively stable reinsurance market environment, with no significant shifts expected, which has been helped by the hurricane losses from recent months, as absent these we may have been looking at a more meaningful level of softening, it seems.

The J.P. Morgan analyst team explained, "In reinsurance, the market is expected to stabilise with pricing likely to see minor declines (in the low single digits we believe) in 2025 which would still leave pricing at healthy levels.

"Our base case is for pricing to return to around 2023 levels, which was a year where the reinsurers produced strong margins.

"More importantly, we expect terms and conditions to remain firm, with the higher attachment points achieved in 2023/24 expected to hold, which should support profitability."

Helpfully, we can look at what such a reversion of one year might mean in the property catastrophe reinsurance space by looking at Guy Carpenter's rate

indices, which are a useful measure of brokered excess-of-loss rate movements over time.

Across all regions, the Guy Carpenter Global Property Rate on Line Index rose by 5.4% in 2024, so winding back one year would suggest that much could be lost over the course of the reinsurance renewals in 2025.

But, rate movements are not uniform, so on examining the Guy Carpenter U.S. Property Rate on Line Index, it shows that property cat reinsurance rates-on-line only rose 1.2% across the United States in 2024.

Other regional views are possible with the Guy Carpenter Regional Property Rate on Line Index, that shows Asian property catastrophe reinsurance rates up by 1.8% in 2024, but European rates up by approaching 8%.

While the analysts are calling for rates to revert back to 2023 levels, which remember was the most profitable year for some time for the reinsurance sector and saw record returns delivered by the catastrophe bond and broader insurance-linked securities (ILS) market, the reversion in rates is not going to be a flat mid-single digit affair.

Europe, for example, is unlikely to see an 8% reversion in the Guy Carpenter Index level, with quite significant severe weather and catastrophe losses impacting the continent over the course of 2024 and reinsurers already saying they are keen to see a stable renewal there.

The United States is also likely to see regional differentiation at reinsurance renewals in 2025, with still challenged southern and coastal states, as well as wildfire exposed, likely to see the most stable outcomes.

The analysts forecast a "likely slowing down in the reinsurance market in 2025," but no return to soft markets of the past, it seems.

As we discussed in an article yesterday, reinsurance buyers are feeling a little more confident about the availability of aggregate limit coverage in 2025, especially from cat bonds and the capital markets. But, they are not hopeful on their attachments moving, which aligns with the analysts forecast that terms are unlikely to see any dramatic changes next year.

With prices looking set to decline a little, this can also give buyers an additional lever for their reinsurance negotiations.

It is worth noting that pricing has noticeably softened in the catastrophe bond market, year-on-year and while a reversion to 2023 pricing in reinsurance might sound like returns from that year should be reproduced, there were other factors involved in the 2023 records that will not be repeated.

But, if the base case from the J.P. Morgan analysts pans out, then the cat bond and ILS market will retain elevated spreads and have another chance of achieving another year of attractive returns.

WTW confirms return to treaty reinsurance broking market via Bain Capital joint venture

03/12/2024

Global insurance brokerage WTW has confirmed its intention to re-enter the treaty reinsurance broking market via a joint venture with private investment firm, Bain Capital, with WTW set to hold a minority share in the new company.

At its 2024 Investor Day later today, WTW will outline its growth and value creation strategy, which includes a return to the treaty reinsurance marketplace after the sale of Willis Re's treaty reinsurance brokerage operations to Gallagher for \$3.25 billion in 2021.

Last year, rumours emerged that WTW was considering re-entering the treaty reinsurance broking business, and the company has now confirmed that this is the case through a joint venture with Bain Capital.

"This new company will combine WTW's rich history, leading global network and expertise in insurance broking, consulting and technology with Bain Capital's scaled team of insurance industry experts and proven track-record of building and growing innovative insurance businesses across the value chain," says WTW.

The global broking group describes its re-entry into reinsurance as a strategic and thoughtful approach as it looks to enhance its business mix, stating that the new business will offer high growth potential as it scales.

"Over the last three years, WTW has successfully executed on its Grow, Simplify and Transform strategic priorities to revitalize the company," said Carl Hess, WTW's Chief Executive Officer, ahead of the Investor Day.

"We have grown through strategic investments in talent and technology, streamlined our operating model to drive efficiency and agility and transformed our cost structure and infrastructure. WTW has emerged more profitable and faster growing, and today we unveil our plans to further strengthen our business. We will build on our recent momentum to accelerate our performance, enhance efficiency to drive margin improvement and optimize our portfolio through organic and inorganic investment. We are moving forward from a position of strength and will continue to execute, innovate and create value for our shareholders," he added.

Poll suggests regulatory mandates a key driver of ESG adoption in re/insurance industry

03/12/2024

A recent Reinsurance News poll, which drew responses from hundreds of industry professionals, suggests that regulatory mandates are viewed as the primary driver for the adoption of environmental, social, and governance (ESG) principles within the re/insurance sector.

Of the poll respondents, 46% identified regulatory mandates as the most influential factor driving ESG adoption, underscoring the growing importance of aligning with strict and often complex legal requirements. This priority is mirrored in ongoing industry efforts to improve ESG reporting and transparency.

In alignment with our findings, collaborations like the MSCI and Moody's partnership reflect how companies are responding to these pressures.

By combining MSCI's ESG ratings with Moody's existing platforms, the partnership provides tools to navigate increasingly stringent reporting standards.

These tools help organisations align with emerging mandates, such as those set by the European Union's Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD). This directive places a heightened emphasis on comprehensive sustainability disclosures, including those from private companies, a focus that Moody's is addressing through its expanded ESG insights.

Investor and stakeholder pressure, cited by 30% of poll participants, also plays a significant role in ESG adoption. This influence is evident in the push for more transparent ESG metrics, which has led companies to seek innovative solutions. Partnerships like Moody's and MSCI's are helping bridge this gap by offering clients the insights needed to satisfy both regulatory and stakeholder expectations.

Similarly, the partnership between Concirrus and the 90 North Foundation demonstrates how firms are leveraging technology to meet environmental and governance goals. Through its Quest One platform, Concirrus provides detailed analytics on maritime activity in the Arctic, a region subject to environmental regulations aimed at preserving biodiversity.

Pen Hadow, Executive Director of 90 North Foundation, said: "Concirrus is making available to 90 North Foundation mission-critical raw and processed

data about all vessels and their movements in the Arctic Ocean.

“This data enables our research partners to integrate, quantify and forecast the impacts of vessel activities with existing research on Arctic marine biodiversity. The resulting spatial mapping of risks to individual species and ecosystems will inform the optimal conservation measures needed to protect the region’s vulnerable wildlife as its sea-ice habitat recedes.”

These data-driven tools help organisations align their operations with regulatory standards while also addressing the environmental concerns of stakeholders and investors.

Further down the poll’s results, customer demand and competitive advantage ranked as less significant drivers, accounting for 11% and 13% of responses, respectively. While these factors may play a smaller role, they remain important considerations, especially in niche markets where customer preferences or innovative ESG practices can provide a competitive edge.

Ultimately, the findings of the poll reflect a broad industry alignment with regulatory expectations as the leading force behind ESG efforts. However, the impact of stakeholder pressures and the strategic use of partnerships like those of MSCI-Moody’s and Concirrus-90 North Foundation suggest that ESG adoption is a multifaceted endeavour.

As the re/insurance sector continues to evolve, the interplay of regulatory mandates, stakeholder demands, and innovative solutions can shape how organisations address sustainability challenges in the years ahead.

LesEchos

Direct Line repousse les avances d’Aviva et bondit en Bourse

28/11/2024

L’assureur britannique a vu son action grimper d’environ 40 % jeudi après avoir rejeté l’offre de rachat de son compatriote, jugée sous-évaluée. Direct Line avait déjà refusé par deux fois cette année la proposition de l’assureur belge Ageas

Direct Line repousse de nouveau les avances d’un de ses concurrents. L’assureur britannique spécialiste de l’automobile a vu son action grimper d’environ 40 % jeudi, après avoir fermement rejeté la proposition de rachat d’Aviva. Ce dernier l’a approché à travers une offre de 3,3 milliards de livres sterling, jugée « opportuniste » et « sous-évaluée ». Direct Line avait déjà écarté par deux fois la proposition de l’assureur belge Ageas en début d’année, qui l’avait valorisé à 3,2 milliards de livres.

Direct Line conclut que l’offre, soumise par son concurrent le 19 novembre 2024, est opportuniste et sous-évalue considérablement la société.

Entre février et mars 2024, le groupe d’assurance belge Ageas avait déjà tenté à deux reprises de prendre le contrôle de Direct Line, deux offres également rejetées par l’assureur.

